

ASSOCIATION LA RESERVE

208, Grand Rue
38650 MONESTIER DE CLERMONT

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE COMPTABLE DU 1ER JANVIER 2023 AU 31 DECEMBRE 2023

AUDIT Pascal DREVET

Société de commissariat aux comptes

Inscrite au tableau de la Compagnie Régionale Dauphiné-Savoie
SASU au capital de 1000 Euros - RCS 789 848 702 - TVA : FR 48 789848702

7 rue de la Poste - 38170 Seyssinet-Pariset

Téléphone 04 38 21 01 41



ASSOCIATION LA RESERVE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE DU 1ER JANVIER 2023 AU 31 DECEMBRE 2023

SOMMAIRE

RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS

Opinion

Fondement de l'opinion

Justification des appréciations

Vérification du rapport financier et des autres documents adressés aux adhérents

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'association,
relatives aux comptes annuels

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

COMPTES ANNUELS

- bilan actif
- bilan passif
- compte de résultat de l'exercice et ses détails
- annexe.

ASSOCIATION LA RESERVE
RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2023

A l'assemblée générale de l'association

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association LA RESERVE, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association, à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance que les appréciations les plus importantes, pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des règles et principes comptables appliqués par votre association, le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne les subventions et les provisions. Nous estimons que l'annexe donne une information appropriée sur la situation de votre association et l'application du principe de continuité d'exploitation.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.



Vérification du rapport financier et des autres documents adressés aux adhérents

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux adhérents, sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'association, relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association, à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier.
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait Seyssinet-Pariset, le 19 avril 2024
Commissaire aux comptes
AUDIT Pascal DREVET

Président
Pascal DREVET



Bilan Actif

Etat exprimé en euros

		31/12/2023			31/12/2022
		Brut	Amort. Et Dépréc.	Net	Net
COMPTES ACTIF IMMOBILISÉ	Immobilisations Incorporelles				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Concessions brevets droits similaires				
	Autres immobilisations incorporelles (1)	12 954,56	4 778,92	8 175,64	10766,55
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	Immobilisations Corporelles				
	Terrains				
	Constructions	345 467,69	107 558,72	237 908,97	262 588,05
COMPTES ACTIF CIRCULANT	Installations techniques, mat et outillage indus.	33 914,17	5 077,54	28 836,63	26 600,19
	Autres immobilisations corporelles	42 962,36	24 426,20	18 536,16	16 677,38
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	Biens reçus par legs ou donations Dest. à être cédés				
	Immobilisations Financières (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés	1 167,75		1 167,75	1167,75
COMPTES DE	Prêts				
	Autres immobilisations financières	740,00		740,00	740
	TOTAL (I)	437 206,53	141 841,38	295 365,15	318 539,92
	Stocks et en-cours				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
COMPTES DE	Créances (3)				
	Créances cli., adhér., usagers et cpt. rattachés	11 390,20	910,00	10 480,20	11 018,44
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	45 462,87		45 462,87	86 580,88
	Valeurs mobilières de placement				
	Disponibilités	176 557,61		176 557,61	192 210,49
	Charges constatées d'avance	734,70		734,70	
	TOTAL (II)	234 145,38	910,00	233 235,38	289 809,81
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Prime de remboursement des obligations (IV)				
COMPTES DE	Ecart de conversion actif (V)				
	TOTAL ACTIF (I+II+III+IV+V)	671 351,91	142 751,38	528 600,53	608 349,73
	(1) dont droit au bail				
	(2) dont à moins d'un an				
	(3) dont à plus d'un an				



Bilan Passif

Etat exprimé en euros

		31/12/2023	31/12/2022
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	221 564,18	216 012,73
	Excédent ou déficit de l'exercice	1 037,03	5 551,45
	Situation nette (sous total)	222 601,21	221 564,18
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	232 920,90	260 277,90
	Provisions réglementées		
	Autres fonds propres (sous total)	232 920,90	260 277,90
	Total des fonds propres	455 522,11	481 842,08
Fonds reportés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subvention d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés	0,00	0,00
Provis.	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		865,44
	Total des provisions	0,00	865,44
DETTES (1)	Dettes Financières		
	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières diverses		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	Dettes d'exploitation		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	19 736,95	34 204,22
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	48 243,42	76 027,91
Dettes diverses	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	98,05	410,08
	Produits constatés d'avance	5 000,00	15 000,00
	Total des dettes	73 078,42	125 642,21
Écarts de conversion passif (V)			
TOTAL PASSIF		528 600,53	608 349,73
Résultat de l'exercice exprimé en centimes			
(1) dont à moins d'un an			
(2) dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques et Cof			



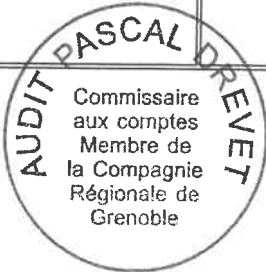
Etat exprimé en euros		31/12/2023	31/12/2022
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	4 843,30	4 338,90
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens	136 528,86	112 492,73
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	37 552,73	5 936,63
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	66 313,00	73 504,00
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
Contribution financières			
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	297 531,05	220 349,31	
Utilisations des fonds dédiés			
Autres produits	42,71	77,30	
Total des produits d'exploitation		542 811,65	416 698,87
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements	6 515,33	
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	69 972,40	51 100,08
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	7 266,52	7 023,00
	Salaires et traitements	419 309,93	306 568,16
	Charges sociales	38 644,36	41 041,26
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	33 075,39	29 933,99
	Dotations aux provisions	910,00	0,00
	Report en fonds dédiés		
	Autres charges	1 214,82	63,46
Total des charges d'exploitation		576 908,75	435 729,95
RESULTAT D'EXPLOITATION		-34 097,10	-19 031,08



Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

		31/12/2023	31/12/2022
RESULTAT D'EXPLOITATION		-34 097,10	-19 031,08
PRODUITS FINANCIERS	Participations		
	Autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	2 502,32	1 066,22
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		2 502,32	1 066,22
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements		
Total des charges financières			
RESULTAT FINANCIER		2 502,32	1 066,22
RESULTAT COURANT avant impôts		-31 594,78	-17 964,86
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital	32 806,81	25 624,26
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels	32 806,81	25 624,26
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	175,00	2107,95
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles	175,00	2 107,95
RESULTAT EXCEPTIONNEL		32 631,81	23 516,31
Participation des salariés aux résultats (IV)			
Impôts sur les bénéfices (V)			
TOTAL DES PRODUITS		578 120,78	443 389,35
TOTAL DES CHARGES		577 083,75	437 837,90
EXCEDENT ou DEFICIT		1 037,03	5 551,45
Contribution volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
TOTAL			



1. REGLES ET METHODES COMPTABLES

11. Règles et méthodes comptables générales

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018

- Image fidèle, comparabilité, continuité de l'activité (article 120-1 du PCG)
- Régularité, sincérité (article 120-2 du PCG)
- Prudence (article 120-3 du PCG)
- Permanence de méthode d'un exercice comptable à l'autre (article 120-4 du PCG)

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

12. Changements de méthodes d'évaluation et de présentation

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à celles de l'exercice précédent.

13. Dérogations aux principes comptables

Il n'a pas été dérogé aux principes comptables pour l'établissement et la présentation des comptes annuels.



Objectifs de l'association :

& Publics concernés

Créée en janvier 2016, l'association la Réserve a ouvert la ressourcerie l'Etrier en septembre de la même année à Monestier de Clermont.

Initialement portée par des bénévoles, l'association a obtenu l'agrément de l'Etat pour être structure d'insertion par l'activité économique en juillet 2017 afin d'accueillir des salariés en transition.

Les salariés bénéficient d'un accompagnement socio-professionnel tout en travaillant sur les activités de la ressourcerie qui sont la collecte, la valorisation et la vente à des prix solidaires, d'objets qui nous sont donnés. Par cette activité nous donnons une seconde vie aux objets qui sans la ressourcerie arriveraient en déchèterie.

En 2022, trois nouvelles activités sont créées : la vente sur internet, l'activité de sensibilisation à l'environnement et l'ouverture d'un atelier de menuiserie.

Avec plus de 27 salariés dont 9 permanents et une quinzaine de bénévoles qui travaillent dans le domaine de l'économie sociale et solidaire, la ressourcerie l'Etrier est aujourd'hui un acteur économique important du Trièves.

Nos moyens :

1 bâtiment pour la ressourcerie l'Etrier d'environ 550 m²

1 atelier de menuiserie équipé avec des machines professionnelles pour l'Escalier 200 m²

2 trafics et un camion de 20 m³

La Ressourcerie l'Etrier, structure d'insertion par l'activité économique, agréée par l'Etat

L'insertion par l'activité économique (IAE) permet aux personnes les plus éloignées de l'emploi, de bénéficier d'un accompagnement renforcé qui doit faciliter leur insertion sociale et professionnelle tout en travaillant.

En tant qu'atelier chantier d'insertion, nous proposons une activité professionnelle pour des personnes en transition. Notre activité de ressourcerie s'inscrit dans le champ de l'utilité sociale, tout en veillant à ne pas être en concurrence avec l'économie locale.

Des objectifs au profit de la transition professionnelle des salariés en insertion afin de :

- leur assurer un accompagnement personnalisé leur garantissant un accès vers l'emploi
- faire émerger un projet puis favoriser les formations qualifiantes selon les besoins et ambitions professionnelles de chacun.
- leur redonner une situation sociale



- impulser l'inclusion sociale et professionnelle en essayant de dépasser les a priori de chacun face au monde du travail et de l'insertion.
- mettre en relation nos salariés avec le monde de l'entreprise, faciliter les immersions professionnelles
- réussir une insertion sociale et professionnelle durable.

La ressourcerie l'Etrier, c'est aussi un ensemble de bénévoles qui viennent renforcer le travail des salariés permanents. Ils sont actifs sur les cours à nos salariés en transition (français, informatique), sur les simulations d'entretien d'embauche. Ils participent également à la mise en lien avec nos partenaires privés et à la vie de l'association.

Les adhérents :

Notre association compte plus de 400 adhérents répartis sur l'ensemble du Trièves pour la grande majorité.

En fonction de nos projets, nous travaillons en lien avec :

- le Collectif d'entraide,
- Trièves transition écologique et les centrales villageoises sur le projet de précarité énergétiques.
- Nous accueillons régulièrement des stagiaires d'ALHPI
- Nous faisons partis du CLE pour TZCLD et participons à diverses commissions pour Pep's Trièves.

Nos activités :

UNE BOUTIQUE

En premier lieu, la plus visible, notre boutique à Monestier de Clermont. Disposant de plus de 300m² d'espace de vente, vous y trouverez tout ce que peut contenir une maison, de la vaisselle aux bibelots, du mobilier aux livres et disques, des articles de sport à la puériculture, le tout à des prix solidaires (sauf les vêtements).

Nous proposons aux bénéficiaires de la carte de l'épicerie solidaire une réduction de 50 % sur l'ensemble de la boutique.

DES COLLECTES - DES DONS D'OBJETS

Nous venons chez vous et collectons ce que vous souhaitez nous donner en état de fonctionnement et qui peut être réutilisé. (10 € sur le Trièves), sur devis au-delà. Vous pouvez aussi déposer vos objets directement :

- dans notre boutique aux horaires d'ouverture
- en déchèterie dans le chalet de valorisation sur les horaires d'ouverture de la déchèterie.



DES VIDE-MAISONS

Nous débarrassons intégralement vos maisons, y compris ce qui doit être porté en déchèterie. Nous laissons une maison vide, balayée. Intéressant dans le cadre d'achat-revente, successions, ou grand nettoyage de printemps ! Service sur devis uniquement

DE LA VENTE SUR INTERNET

Nous mettons en vente en ligne une sélection d'articles via le site du Label Emmaüs
<https://www.label-emmaus.co/fr/>

DES ACTIONS DE SENSIBILISATION

Nous proposons à différents publics des prestations de sensibilisation à l'environnement. (Ateliers de détournement d'objets, ateliers autour du climat, visites de la ressourcerie, sensibilisation à la déchèterie avec un abri et une équipe présente sur place sur cet créneaux pour vous accompagner dans le réemploi...).

LE SUR-CYCLAGE

Nous détournons ou nous créons des objets de différents matériaux à des fins de création de nouveaux objets originaux, chacun étant une pièce unique.

L'ACTIVITE DE MENUISERIE

Rénovation de meubles et objets récupérés dans le cadre de l'activité de ressourcerie. (Collecte, vide maison, dépôt)

Transformation de ces mêmes meubles et objets, dont sablage, peinture.

Création d'objets et mobilier à partir de ces mêmes meubles et objets, ainsi qu'à partir des matériaux bois récupérés via notre activité de ressourcerie.

SERVICE POUR NOS ADHERENTS

Accès réservé à notre matériauthèque, dans laquelle nous vendons les matériaux et outils de bricolage. Primeur sur les arrivages exceptionnels : nous ouvrons une vente privée adhérents lorsque nous recevons des articles particuliers. Tarif préférentiel lors d'évènements spéciaux. Une communication privilégiée sur la vie de l'association.



2. COMPLEMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

21. Actif immobilisé et amortissements

211. Durée d'amortissements

Les durées les plus généralement retenues ont été les suivantes :

. logiciels	1 an L
. bâtiments	30 ans L
. mezzanine	25 ans L
. électricité	10 ans L
. isolation	10 ans L
. revêtements de sol	10 ans L
. aménagements	10 ans L
. autres matériels et outillages	3 ans L
. matériels de transport	5 ans L
. matériel de bureau & informatique	1 à 4 ans L

212. Immobilisations corporelles

- Modes et méthodes d'évaluation :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

- Amortissements des immobilisations corporelles :

L'amortissement pour dépréciation a été déterminé selon le mode linéaire.

213. Immobilisations financières

Néant.

22. Capitaux propres

Ils font apparaître :

- pour 221 564,18 € : le report à nouveau
- pour 1 037,03 € : le résultat bénéficiaire de l'exercice
- pour 232 920,90 € : les subventions d'investissement nettes

23. Subventions et transferts de charges CDDI

L'Association bénéficie de subventions de fonctionnement dont le montant, en compte de résultat, est, au 31 décembre 2023, de 66 313 €.

Au titre du CDDI, l'association bénéficie, au 31 décembre 2023, de financements pour 277 598 €.

24. Bénévolat

Pour l'année 2023, le bénévolat est estimé à 9 000 €.

25. Créances et dettes

251. Etat des échéances des créances et dettes

Elles sont évaluées à la valeur nominale.



252. Fondateurs et dirigeants (Président, Trésorier, Secrétaire)

Aucune avance ou crédit n'a été alloué aux personnes citées ci-dessus. De plus, ces dernières n'ont reçu aucune rémunération d'aucune sorte.

3. ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

31. Dettes et garanties par des sûretés réelles

Néant

32. Montant des engagements financiers hors crédit-bail

321. Engagements donnés

Néant.

322 Engagement reçus

Néant

323 Engagements réciproques

Néant.

